

portant sur des renseignements que j'ai reçus le 19 janvier dernier. Le ministre a-t-il quelque rapport à faire sur les dispositions prises à propos de la recommandation de la Commission du tarif au sujet du treillis métallique?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il faudrait, je crois, inscrire cette question au *Feuilleton*.

[Français]

ON DEMANDE SI TOUT PLAFONNAGE DE L'INTÉRÊT SERA ENLEVÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Le ministre peut-il nous dire, étant donné que le rendement moyen des obligations à court terme du gouvernement fédéral est moins de 4½ p. 100, si par le fait même tout plafonnage du taux d'intérêt que les banques à charte peuvent charger a été enlevé?

M. l'Orateur: Je signale à l'honorable député que cette question pourrait être discutée facilement à l'occasion du débat sur la motion d'ajournement.

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je veux bien croire que ceci peut être discuté à l'occasion du débat sur la motion d'ajournement, seulement, le ministre des Finances (M. Sharp) était en train d'écouter l'interprétation et il n'avait pas encore fini.

M. l'Orateur: La décision au sujet d'une question posée par un député est prise par le président et non par le ministre.

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

LE LOGEMENT EN DEHORS DES RÉSERVES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le ministre aurait-il l'obligeance de nous dire quand pourra-t-on annoncer les détails du programme de logements en dehors des réserves pour les Indiens, programme approuvé en principe par le Parlement peu avant la fin de la dernière session?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): D'ici peu. Deux ou trois détails nous ont retardés, sans quoi ce serait chose faite.

[M, Noble.]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ralph Cowan (York-Humber): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État. N'aurait-on pas dû avertir tout de suite le député de Burnaby-Coquitlam et le très honorable représentant de Prince-Albert, lorsqu'ils demandaient des explications sur les singeries de Radio-Canada, qu'il est inutile de poser de telles questions parce que Radio-Canada ne doit de comptes à personne?

L'hon. Judy V. LaMarsh (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, voilà une opinion très intéressante.

[Français]

LE CENTENAIRE

A PROPOS DE LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA FRANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la suite de sa récente rencontre avec les autorités françaises, l'honorable ministre est-il en mesure de confirmer la visite prochaine, au Canada, du président Charles de Gaulle et nous indiquer l'itinéraire qui a été établi?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne suis pas en mesure de répondre dans le moment à ce que l'honorable député demande mais, actuellement, j'en ai discuté à l'occasion de ma rencontre avec le ministre des Affaires étrangères de France.

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHEMIN DE FER DE KETTLE VALLEY—L'ABSENCE DE MATÉRIEL DE SÉCURITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Je m'excuse de ne pas lui en avoir donné préavis, mais je viens tout juste d'y penser. Le ministre a-t-il reçu des instances des membres, et non pas de la direction du syndicat, du personnel roulant du chemin de fer de Kettle Valley afin qu'on améliore le matériel de sécurité, qu'on fournisse des civières et autres articles dont l'absence ajoute actuellement aux conditions dangereuses dans lesquelles ils travaillent?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me demande si le député croit vraiment que sa question soit